



HAL
open science

Le travail et les travailleurs de l'industrie du bâtiment en RDA

Jay Rowell

► **To cite this version:**

| Jay Rowell. Le travail et les travailleurs de l'industrie du bâtiment en RDA. 2003. halshs-00104940

HAL Id: halshs-00104940

<https://shs.hal.science/halshs-00104940>

Submitted on 9 Oct 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jay Rowell

PRISME-GSPE

Le travail et les travailleurs de l'industrie du bâtiment en RDA

Pendant les quarante années de l'existence de la RDA l'organisation de l'industrie du bâtiment et le contenu du travail dans ce secteur ont été modifiés en profondeur. Dans les premières années après la fin de la guerre, les conditions de travail et l'organisation des chantiers de construction ressemblait beaucoup aux descriptions livrées sur les chantiers du XIX siècle¹. Le travail était pénible, les ouvriers étaient constamment exposés aux éléments, la mécanisation était encore relativement faible, et les techniques de construction avaient peu évolué depuis un siècle. Etre ouvrier du bâtiment impliquait un travail saisonnier, des périodes d'inactivité pendant les mois d'hiver, et supposait souvent une mobilité géographique importante, la vie dans les baraquements et l'éloignement de la famille. Mais entre 1945 et le milieu des années 1965, l'industrie et le métier furent radicalement transformés. D'une part, la nationalisation des entreprises qui s'acheva au début des années 1970 entraîna une concentration sans précédent des entreprises. La planification centrale et les progrès techniques, plus particulièrement la mécanisation des chantiers et la technique de préfabrication des panneaux de béton armé, avaient conduit à une véritable révolution dans les gestes productifs de l'ouvrier du bâtiment. Les savoir-faire des corps de métier traditionnels étaient brutalement dévalorisés : avec la standardisation et la préfabrication on n'avait plus besoin de couvreurs, de maçons, de charpentiers, ou de plombiers. La pénibilité du travail fut amoindrie par la mécanisation, et le caractère saisonnier fut largement réduit puisque le déplacement d'une grande partie du processus du chantier vers les usines de préfabrication permettait une construction continue à l'abri du gel.

L'histoire du travail et des travailleurs de l'industrie du bâtiment peut ainsi être lue comme l'histoire de la « normalisation » d'une catégorie ouvrière, c'est-à-dire l'alignement d'une industrie considérée « artisanale » sur les normes de l'industrie moderne fordiste. Mais cette histoire est aussi l'histoire d'une tentative de « normalisation » politique par le SED, surtout après les grèves insurrectionnelles de juin 1953 dont les principaux foyers furent les grands chantiers de construction dans les centre-villes, notamment la Stalinallee à Berlin.

¹ Voir WISCHERMANN (Clemens), « Mythen, Macht und Mängel : Deutsche Wohnungsmarkt im Urbanisierungsprozess », p. 503-636, dans REULECKE (Jürgen), *Geschichte des Wohnens, 1800-1918: Das Bürgerliche Zeitalter*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1999.

Dans cette contribution, nous essayerons de montrer que ces deux histoires sont inextricablement liées, et plus encore, que la poussée décisive vers la normalisation de cette industrie dans la deuxième moitié des années 1950 fut impulsée par la prise de conscience par le SED d'un déficit de surveillance et de l'opacité du monde des chantiers, ce qui poussèrent le parti à rationaliser les processus productifs et par-là, à tirer toutes les potentialités disciplinaires d'un dispositif « taylorisé ».

1) De la vision du bâtisseur héroïque de la nouvelle Allemagne socialiste à une catégorie ouvrière rétrograde et dangereuse.

Entre 1945 et 1953, l'ouvrier du bâtiment occupa une place relativement centrale dans la production de l'image d'une classe ouvrière oeuvrant simultanément pour la reconstruction du pays et la construction du socialisme. Un nombre relativement important des cadres dirigeants du KPD et du SED étaient eux même issus des métiers du bâtiment, et dans le contexte des destructions des villes, des usines et des infrastructures que l'on imputait uniquement aux « bombardements criminels » des forces anglo-américaines, le déblai des ruines et la reconstruction pénible des villes fonctionnèrent comme une métaphore. Les ouvriers du bâtiment, comme les femmes (*Trümmerfrauen*) et volontaires participèrent à un travail collectif héroïque, ou ils furent considérés comme bâtisseurs d'une nouvelle Allemagne. Les ouvriers du bâtiment, et en particulier les maçons furent célébrés dans la presse pour leur vitalité, leur virilité et leur abnégation, savamment mise en scène après 1948 par les maçons participant au « mouvement » Adolf Hennecke, pendant est-allemand du stakhanovisme soviétique. Cependant, malgré la construction de l'image héroïque des bâtisseurs, les conditions de travail restèrent très pénibles. Des rapports des années 1946-1948 signalèrent comment l'insuffisance de l'apport calorique rendait impossible un travail intense pendant plus de 3 ou 4 heures par jour. Il manquait des pelles et des pioches, les vêtements de travail étaient très insuffisants et les chantiers plus dangereux que jamais. Les salaires étaient plus faibles dans l'industrie du bâtiment que dans d'autres secteurs industriels.

Les photographies que l'on trouve avec des prises de vue de chantiers de cette époque sont de deux ordres. Un premier type de cliché, que l'on trouve à volonté dans les publications officielles, montre des mises en scène de maçons-activistes, des jeunes hommes vigoureux et virils en bleus de travail exécutant une allégorie de la construction du socialisme pareillement au mur de briques qui monte vers le ciel. Le deuxième type de photographie, pris davantage pour montrer des détails architecturaux ou l'état d'avancement d'un chantier, ou encore une nouvelle machine, montre une tout autre physionomie de la ville et des personnes

qui la construisent. En effet, on voit au loin des formes humaines sombres, souvent vêtues d'anciennes vestes de la *Wehrmacht* retournées, portant des casquettes de la même origine. Les chantiers furent souvent peuplés d'ouvriers ayant dépassé la force de l'âge, et une grande partie du déblayage des ruines, qui jouxtaient les immeubles représentatifs sortant du sol, fut l'œuvre de femmes de tous âges. Les travaux furent constamment ralentis par des pénuries matérielles (certaines variétés d'acier, la céramique pour la façade, des baignoires...), par la réduction en cours d'année du budget qui pouvait être consacré au projet, et surtout par le manque d'ouvriers qualifiés qui partirent souvent vers d'autres branches industrielles qui payaient jusqu'au double du salaire, et disposaient de réserves de biens alimentaires, biens de consommation courants et de logements à distribuer aux ouvriers (en particulier les industries « prioritaires » : extraction de lignite, métallurgie, chimie)². Entre 1946 et 1948, les anciens membres du NSDAP licenciés des entreprises, des administrations ou démobilisés de l'armée furent souvent dirigés vers le secteur du bâtiment, comme à des fins de punition et de rééducation par le travail manuel³, ce qui en dit long sur la place réelle de l'industrie dans la hiérarchie des branches économiques et des professions. Dans un secteur encore marqué par un faible taux de mécanisation, le travail resta en grande partie manuel, dangereux et exposé aux aléas climatiques. Les salaires étaient très faibles relativement à d'autres industries : ainsi, de nombreux ouvriers professionnels (*Facharbeiter*) du bâtiment (maçons, peintres en bâtiment, menuisiers, etc.) partirent dans les industries « prioritaires » qui les embauchèrent comme travailleurs manuels à des salaires supérieurs et avec de meilleures conditions de travail⁴. Un rapport rédigé en septembre 1953, soit deux mois après les grèves de juin 1953, expose les motifs de l'insatisfaction des ouvriers sur un des chantiers les plus importants de Leipzig :

« Lors de notre visite sur le chantier de la Windmühlenstrasse, de nombreuses critiques ont été exprimées. La qualité des vêtements et des outils de travail est mauvaise. Les repas sont servis froids, les salaires sont insuffisants et on n'avait, selon les ouvriers, même pas prévu un endroit à l'abri pour les pauses ou les repas. [...] Les activistes de l'IG Bau-Holz disent que le climat sur le chantier est très mauvais, que les ouvriers sont fermés [c'est-à-dire hostiles aux représentants du

² Sur ces problèmes, voir les protocoles de la commission de reconstruction de la ville de Leipzig de 1952 à 1955. STVuR (1) 503-505. Sur la fonction « nouricière » des entreprises, KOTT (Sandrine), *Le communisme au quotidien. Les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.

³ HAIN (Simone), « Zwischen sowjetischer Europapolitik und linken Nationalismus: Ein Versuch, sich der Stalinallee zu nähern », p.33-51, dans WILCZEK (Berndt), (dir.), *Berlin-Hauptstadt der DDR 1949-1989: Utopie und Realität*, Baden-Baden, Elster Verlag, 1995, p.47.

⁴ De nombreuses tentatives incitant les entreprises prioritaires à « rétrocéder » leur personnel qualifié au secteur du bâtiment ont échoué. Tout au plus, les entreprises « prêtèrent » ces ouvriers pour de courtes durées. Ainsi, l'entreprise métallurgique *Leipzig Eisen und Stahlwerke*, délégua 121 de ses ouvriers formés à l'origine aux métiers du bâtiment pour une période d'un mois en août 1954. AM Leipzig, STVuR (1) 4937.

syndicat que l'on ne distingue guère des représentants du SED-J.R.] et le resteront tant que les conditions de travail et les salaires ne changeront pas. »⁵

Le bureau de construction de la SPK arriva à un constat similaire en mars 1955 dans un rapport sur la fabrication de briques :

« C'est un fait indéniable, nos logements coûtent trop cher. Dans la bataille pour augmenter la productivité, les ouvriers du bâtiment ont accumulé du retard par rapport à d'autres secteurs industriels. Dans la fabrication des briques, l'organisation du travail est anarchique, les machines sont vétustes, la productivité est excessivement faible et le travail reste très dur. L'année dernière, 5.400 ouvriers ont quitté cette branche et 4.900 sont entrés sur un effectif global d'environ 8.000 au début de l'année. »⁶

Peut-être plus que d'autres secteurs économiques, l'industrie du bâtiment fut pour le SED et l'Etat un monde opaque, ingérable, et de plus en plus incompréhensible. Le ministère de la reconstruction ne crut plus guère à la réalité de chiffres que lui envoyèrent les entreprises. Ainsi, le 16 mars 1954, le ministre se plaignit devant les directeurs des bureaux de la reconstruction des *Bezirk* de

« l'absence de contrôle des organes locaux de l'Etat sur l'industrie du bâtiment. Il faut débusquer les entreprises qui gonflent leurs effectifs sans en avoir vraiment besoin, celles qui présentent des factures sans aucun fondement, celles qui trichent sur les normes, celles qui gaspillent des matériaux précieux ou celles qui les détournent »⁷.

Les représentants des *Bezirk* signalèrent d'ailleurs toute une série de problèmes particuliers au secteur de construction, qui, s'ils doivent être compris comme des justifications d'une performance qualifiée d'insuffisante, témoignent d'un sentiment d'impuissance croissant devant la difficulté à voir et à nommer les causes des maux de l'industrie et à trouver des solutions.

La première cause de l'opacité de l'industrie du bâtiment est liée à la nature même du bien fabriqué qui exige un déplacement constant des machines, de la main d'œuvre et des matières premières vers le lieu d'usage final de ce bien « immobile ». Par rapport à l'usine taylorisée, le chantier de construction présente des problèmes particuliers d'organisation et de contrôle. L'usine concentre la production sur un lieu, où la disposition spatiale des bâtiments, des machines et des hommes, et la possibilité d'un contrôle strict sur les « entrées » et les « sorties » rend possible une stabilisation des routines organisationnelles et productives tout

⁵ « Stimmungsbild der Bauarbeiter. Kommission für Aufbau » Rapport signé Schmidt, 8/9/1953. Commission municipale de reconstruction. AM Leipzig, STVuR (1) 503.

⁶ Rapport du bureau de la construction du 26/3/1955 de la SPK. BarchB DE 1 6005.

⁷ Archives du *Bezirk* Leipzig, STAL 1165.

en facilitant le contrôle de la productivité, de l'usage du temps, de la consommation des matières premières et de la comptabilité du produit fini en unités. Au contraire, les chantiers se caractérisent par la difficulté de clôturer l'espace⁸, l'éclatement des sites de production et des difficultés dans l'organisation de la division du travail et de la gestion rationnelle et routinisée de la main d'œuvre. On ne pouvait pas monter les murs avant d'avoir creusé les fondations, et il fallait monter les murs avant d'envoyer les électriciens, les peintres ou les carreleurs. Nécessairement, une grande entreprise comme la Bau-Union Leipzig, avec ses quelque 9000 salariés au milieu des années 1950, travailla simultanément sur un nombre important de chantiers. Les contremaîtres et les brigades de travail furent par conséquent envoyés d'un chantier à l'autre, cette fluctuation « naturelle » des effectifs rendant les moyens de contrôle, routiniers dans les usines (normes de productivité, comptabilité, présence du syndicat et des cellules du Parti), plus aléatoires.

A l'opacité économique de l'industrie du bâtiment, exprimée par les « mauvais chiffres » s'ajouta un deuxième problème, de nature politique, qui éclata au grand jour avec les grèves du 16 au 18 juin 1953, qui eurent comme point de départ les chantiers de la Stalinallee. Avant cette date, les problèmes de discipline au sens le plus large sur le chantier étaient attribués à l'insuffisance des salaires, à l'âge moyen élevé des ouvriers et à la pénurie du personnel d'encadrement et d'ouvriers qualifiés (*Facharbeiter*)⁹. Cependant, alors qu'avant juin 1953 le taux de congés maladie était perçu comme le résultat de la dureté du métier et l'âge élevé des ouvriers, après 1953, il deviendra le signe d'une industrie concentrant des « éléments suspects », ceux qui font semblant de travailler (*Simulanten*) et les « flâneurs » (*Bummelanten*) :

« L'été, le taux de maladies monte à plus de 10% dans l'industrie du bâtiment, alors que dans d'autres branches il s'élève à 4% dans les entreprises privées et à 8% dans les entreprises publiques. Pour l'instant nous ne pouvons rien contre le libre choix des médecins, mais il faudrait intervenir sur les chantiers pour débusquer les *Simulanten* et ceux qui profitent de leurs congés pour travailler au noir. »¹⁰

Les organes de l'Etat et du Parti qui mènent des enquêtes sur les causes des grèves du 17 juin 1953 estiment que les différents chantiers et les entreprises de construction constituent des

⁸ Les vols et le « sabotage » furent des soucis majeurs pour les entreprises et les administrations jusqu'à la fin des années 1950, où le recours aux panneaux de béton préfabriqués de 800 kg puis de 5 tonnes, rendit le problème moins aigu.

⁹ Compte rendus de la commission de la reconstruction de 1952-1953. AM Leipzig, STVuR (1) 4936.

¹⁰ Discussion de la commission de la reconstruction suivant la présentation d'un rapport concernant les retards sur le chantier de la Windmühlenstrasse. 3/9/1954. AM Leipzig, STVuR (1) 4937.

« cloaques où se retrouvent et se concentrent des nazis et des officiers de la *Wehrmacht* fasciste »¹¹.

2) *Les grèves de juin 1953 : l'événement révélateur d'un monde opaque au pouvoir.*

Après les grèves du 16 au 18 juin 1953 qui ébranlèrent le SED, la répression immédiat, fut suivie d'une réflexion sur les causes profondes du soulèvement des ouvriers, et en particulier les ouvriers du bâtiment. Au-delà des discours officiels sur le « putsch » orchestré, le SED constata le « retard » de l'industrie du bâtiment encore trop « artisanal », donc rétrograde (dans tous les sens du terme). Si la transformation des chantiers par la standardisation et « l'industrialisation » avait pour objet principal des gains de productivité, elle visait implicitement à résoudre un deuxième problème, éminemment politique depuis les grèves de juin 1953, où les chantiers de construction, et les ouvriers du bâtiment, avaient été perçus comme des foyers d'opposition au régime.

Entre novembre 1952 et mars 1953, le Bureau politique décida d'un ensemble de mesures destinées à accroître les marges de manœuvre financières et le transfert de ressources de la consommation vers l'investissement¹². Les prix augmentèrent d'une manière vertigineuse sur les textiles, chaussures, transports en commun, et produits alimentaires considérés comme des biens de « luxe » : miel, confiture, alcools. En même temps, la répression accrue de la « fraude », du « sabotage » et de la « spéculation » conduisirent, dans les premiers mois de 1953, à l'arrestation de plus de 10 000 personnes¹³. Dans ce climat tendu, l'annonce, le 28 mai 1953, d'une hausse générale des normes de production de 10% sans compensation salariale et la mise en place d'une campagne parallèle de lutte contre les heures supplémentaires et le gaspillage des matériaux furent interprétées à juste titre comme une nouvelle réduction du pouvoir d'achat.

Pour les ouvriers du bâtiment, ces mesures eurent des conséquences particulièrement importantes. D'une part, pour compenser un faible salaire horaire, les ouvriers et l'encadrement avaient fréquemment recours aux heures supplémentaires et une partie importante de leur salaire était constituée de primes liées aux normes de productivité

¹¹ Rapport d'une enquête du SED menée au VEB Bau Leipzig daté du 13/10/1953. AM Leipzig, STVuR (1) 4937.

¹² Ainsi, les coupures de courant dans les villes se multiplièrent, signalant la priorité donnée aux besoins croissants des entreprises.

¹³ STARITZ (Dietrich), *Geschichte der DDR*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1996, p.102-104.

« molles » que le SED voulait combattre¹⁴. Avec les problèmes chroniques de livraison de matériaux et la vétusté des machines, le renforcement de la part variable du salaire, liée à la productivité au détriment de la part fixe du salaire basée sur la présence physique sur le chantier, ne pouvait qu'avoir de graves conséquences sur le niveau de vie, déjà mis à mal par les augmentations des prix notables depuis quelques mois. Devant les mécontentements de la population et la mise en garde de Moscou, le Bureau politique du SED fit marche arrière le 9 juin 1953 en annonçant une « nouvelle direction », qui allégerait la charge pesant sur toutes les catégories de la population sauf sur les ouvriers, toujours confrontés à une hausse des normes de 10%, effective le 30 juin, jour de l'anniversaire d'Ulbricht.

Pendant l'été et l'automne 1953, les instances du Parti, à tous les niveaux, se rangèrent derrière la thèse officielle d'un « putsch fasciste ». A Leipzig, les grévistes en grande partie issus des chantiers de construction, s'en prirent le 17 juin 1953 aux bâtiments du syndicat et du commissariat de police (pour libérer les camarades arrêtés la veille). Les fonctionnaires du Parti, de l'Etat et du syndicat furent assaillis, et se barricadèrent à l'intérieur des bâtiments, entourés et menacés par les membres d'une classe qu'ils étaient censés incarner¹⁵. Lors d'une réunion le 13 octobre 1953 entre les représentants du Parti et la municipalité de Leipzig, la tournure des débats sur les causes de la grève illustre combien les principes d'une vision du monde¹⁶ portée par les dirigeants locaux du Parti et de la municipalité (presque tous eux-mêmes membres du SED), et fondée sur le clivage fasciste/antifasciste, permit de valider la thèse officielle du putsch fasciste¹⁷. Cette thèse se fonda d'une part sur l'« agression » subie par les responsables politiques et municipaux, qui fut assimilée à une sorte de baptême du feu antifasciste, particulièrement importante pour la majorité des membres du SED qui avaient pris leur carte après 1945 et n'avaient aucune « preuve » de leur engagement antifasciste dans leur biographie¹⁸. D'autre part, dans l'Allemagne de 1953, il n'était pas difficile de « trouver » des anciens nazis ou officiers de la *Wehrmacht*, et encore moins dans l'industrie

¹⁴ Sur les conflits salariaux en RDA, voir en particulier : HÜBNER (Peter), *Konsens, Konflikt und Kompromiss*, Berlin, Akademie Verlag, 1994.

¹⁵ Environ 50.000 salariés suivirent la grève entre le 16 et le 20 juin, soit environ 12% à 15% de la population active. Dix personnes moururent suite à l'intervention de l'armée soviétique et plus de 200 personnes furent arrêtées. AM Leipzig, STVuR (1) 4937.

¹⁶ Sur la construction de cette di-vision du monde au sein de la police dans les zones rurales dans les années 1950, voir l'analyse de LINDENBERGER (Thomas), « La police populaire de la RDA de 1952 à 1958. Une micro-étude sur la gouvernementalité de l'Etat socialiste », *Annales HSS*, vol.53, n°1, janvier-février 1998, p.119-152.

¹⁷ La discussion qui suit est basée sur le compte rendu du 13/10/1953 entre les « Instructeurs du SED » et les responsables de la mairie de Leipzig. AM Leipzig, STVuR (1) 4937.

¹⁸ La « lâcheté des putschistes fascistes » est souvent comparée à l'héroïsme des membres du SED, qui ont fait preuve de courage malgré les menaces. Un fonctionnaire du SED s'étant en particulier distingué pour avoir refusé de renier sa foi communiste malgré « le manche de pioche brandi sous sa gorge par un provocateur ». *Ibid.*

du bâtiment. Un membre de la commission d'enquête du SED remarque ainsi que « Le bâtiment attire tous les éléments qui ont occupé des fonctions décisives pendant l'ère fasciste. [...] Dans la VEB Bau, onze chefs de service sont des anciens membres du NSDAP »¹⁹.

Il existe toutefois une tension entre ceux qui perçoivent l'ensemble des ouvriers du bâtiment comme une foule indifférenciée, collectivement hostile, et ceux qui adoptent la position officielle, selon laquelle quelques « provocateurs » auraient manipulé les ouvriers, dont la « conscience de classe » serait encore trop peu développée, en particulier dans le secteur du bâtiment encore imprégné des valeurs artisanales et très peu « industrialisé ». La première thèse est assez rapidement mise en minorité, car « on ne peut pas recommencer [sous-entendu comme entre 1933 et 1945] à casser systématiquement du sucre sur le dos des ouvriers (*auf die Arbeiter rumhacken*) ». Les événements auraient « dévoilé » un certain nombre d'« éléments douteux » : un certain Lux, membre du SED, « indiscipliné au travail, qui avait dit à l'instructeur du Parti qu'il fallait mettre un hôpital à côté de chaque chantier [tellement les accidents de travail étaient nombreux] ». Lux est, selon l'instructeur « d'origine petite-bourgeoise. Licencié le 16 juin, il aurait incité ses anciens collègues à faire grève le 17 ». Le père de Lux, également qualifié de « provocateur, » participa à l'assaut du commissariat et du bureau du Procureur de la République : « il était membre de la SA et du NSDAP. Porte-parole des manifestants, le 'vieux' comme le nommaient les ouvriers, avait déjà été arrêté en 1951 pour crimes économiques. » Un autre, le maçon Lohmann aurait dit :

« Je suis un vieux communiste, mais ce qui se déroule ici est injustifiable. L'ouvrier allemand n'a jamais été aussi exploité qu'en RDA après 1945, et ceux qui se disent aujourd'hui anciens ouvriers et qui sont des fonctionnaires dirigeants de l'Etat et de l'économie, ne peuvent jamais penser comme un ouvrier ou ressentir la même chose avec leurs salaires de 18.000 marks. »²⁰

Les enquêteurs du Parti présents à la réunion « démasquèrent » Lohmann, ancien membre du régiment des Hussards pendant la Première Guerre mondiale et adjudant-chef dans la *Wehrmacht*.

Dans l'attitude des personnes présentes à cette réunion, on peut retenir deux éléments essentiels. Premièrement, dans le regard porté sur les meneurs de grève, on établit, à partir des cas individuels, un lien entre la discipline au travail et l'engagement pour ou contre le socialisme : « Si on observe comment ils travaillent, on peut facilement démasquer (*entlarven*) les provocateurs » note un fonctionnaire du SED présent à la réunion. Deuxièmement, une fois les meneurs identifiés, il est question d'éviter qu'ils ne « propagent

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

leur venin » dans une industrie marquée par la mobilité de la main d'œuvre et la difficulté d'une surveillance basée sur un lieu de travail fixe. Ce problème est soulevé lorsqu'on évoque le « cas Hilger » : « Les camarades [du SED dans l'entreprise] sont au courant de ce qui se passe avec Hilger et il peut être bien surveillé là où il est. Les camarades partagent l'opinion selon laquelle il ne faut pas l'écarter de l'entreprise, car il risquerait de se glisser dans une autre et disparaître dans la nature. »²¹ Le télescopage entre l'attitude individuelle au travail et l'engagement politique (le premier élément servant de révélateur du second) justifia un contrôle renforcé de la part du SED et de la Stasi, dont l'activité principale au début des années 1950 fut la répression des actes de « sabotage » dans les entreprises. Cependant, comme le « cas Hilger » le montre, cette surveillance s'avère difficile dans le contexte de la faible concentration de l'industrie du bâtiment, de mobilité des chantiers et d'implantation faible du SED dans ce secteur²².

Le Bureau politique du Parti comme les instances périphériques de l'Etat et du Parti furent échaudés par ces grèves et donnèrent des gages à une population lassée par plus d'une décennie de pénuries. Alors que les instances du Parti et de l'Etat étaient convaincues de la nécessité de redoubler la surveillance, il ne fut plus question d'obtenir une plus grande productivité par une augmentation unilatérale des normes ou par un retour massif à la criminalisation de la défaillance économique, telle qu'elle avait été pratiquée après la II^{ème} Conférence du SED en juillet 1952, tenue sous le slogan de la « construction planifiée du socialisme » et de la thèse stalinienne de « l'intensification de la lutte des classes ».

3) La rationalisation industrielle comme instrument de réduction de l'opacité : Le fordisme comme dispositif de contrôle politique et économique

La thématique de la mécanisation qui domina dans les discussions sur les insuffisances du secteur du bâtiment entre 1945 et 1953 sera rapidement remplacée dans les diagnostics sur les problèmes du secteur par le thème de l'insuffisante industrialisation. Si la mécanisation se limite à une alliance entre l'homme et la machine sans changement fondamental dans la division du travail ou la qualité, dans l'aspect et la composition du produit final, l'usage du terme de l'industrialisation se focalisa sur la rationalisation du produit (sérielle, assemblée à partir de pièces standardisées) et de son agencement (décomposition et rationalisation des

²¹ *Ibid.*

²² Dans les entreprises du bâtiment du Bezirk de Leipzig, le taux de pénétration du SED oscillait entre 8% et 16% selon les périodes et les entreprises. Ce taux est encore plus faible parmi les ouvriers puisque ces moyennes incluent le personnel d'encadrement, très enclin à appartenir au SED. Un des principaux objectifs du SED dans ses rapports avec l'industrie fut d'augmenter sa représentation parmi les ouvriers du bâtiment, et plus encore d'assurer la présence d'au moins un membre du Parti dans chaque brigade de travail. Voir infra.

gestes productifs). L'existence d'un produit final standardisé, le logement sériel produit selon les principes de production fordistes, permet non seulement le calcul et la planification précis des *inputs* en termes de matériaux et de main d'œuvre, mais permet surtout de décomposer, et donc de contrôler chaque étape de la fabrication de l'objet. Ainsi, dans un article d'octobre 1955, le Secrétaire d'Etat à l'industrie du bâtiment, Fritz Liebscher expose les sept objectifs de l'introduction des prix fixes pour les produits de l'industrie du bâtiment prévue, pour le 1^{er} janvier 1956 :

- 1) l'établissement d'un catalogue fixant les normes de chaque opération nécessaire à la construction d'un édifice conduisant à une rationalisation des techniques;
- 2) un contrôle étatique rationalisé sur les performances des entreprises ;
- 3) une planification plus économe et de meilleure qualité ;
- 4) une transparence sur le coût réel de la production ;
- 5) une incitation aux entreprises à améliorer leurs techniques et l'organisation du travail ;
- 6) une aide à calculer les résultats du plan de l'entreprise ;
- 7) un outil pour mettre fin aux disparités territoriales dans l'industrie du bâtiment²³.

Les bienfaits espérés par Liebscher se lisent comme l'inverse du catalogue de problèmes qui s'accumulaient depuis 1952. Alors que les tentatives antérieures de normer les gestes de la production à travers la rémunération individuelle contribuèrent aux événements de juin 1953, le déplacement de l'investissement de forme²⁴ vers le produit fini aboutit au même résultat sans heurter de front les ouvriers. Ces mesures visent ainsi à corriger l'opacité générée par l'évaluation de la réalisation du plan en simples termes de dépenses, ce qui pouvait conduire par exemple à un plan réalisé à 100% au niveau des entreprises, des normes de productivité des brigades réalisées à 120%, voire à 175%, à une part de logements effectivement construits à la fin de l'année de 70% du nombre prévu. En principe, les organismes de contrôle, que ce soit l'Etat ou le Parti, pouvaient surveiller chaque chantier, chaque étape, et chaque unité économique à distance, que ce soit l'entreprise dans son ensemble, une partie de l'entreprise, une brigade ou même un individu, rendant ainsi possible théoriquement le fantasme d'un contrôle total comme la prévention et/ou l'identification rapide des *Bummelanten*, agents provocateurs en puissance. Ainsi, à la conférence de la construction de 1955, Liebscher précisait que la généralisation des brigades comme unité de travail et de rémunération conduirait à « l'éducation des *Bummelanten*, puisque les membres de la brigade ne

²³ LEIBSCHER (Fritz), « Festpreise in der Bauindustrie », *Bauplanung und Bautechnik*, vol. 9, n°10, octobre, 1955, p.426.

²⁴ Au sens de Thévenot. Voir : THEVENOT (Laurent), « Les investissements de forme, » *Cahiers du centre d'études de l'emploi*, n°29, 1985, p.21-72.

toléreraient pas que le salaire des tire-au-flanc soit rémunéré par leur propre travail »²⁵. De même, dans son discours à la même conférence, Ulbricht insista longuement sur la nécessité de combattre, par l'industrialisation, la « flânerie » (*Bummelei*), pratique qu'il définit comme suit :

« l'intégration de l'ouvrier dans une position trop élevée dans la grille salariale, la tricherie sur les normes et les primes, le recours injustifié aux heures supplémentaires pour les flâneurs, qui touchent ainsi pratiquement le double du salaire des ouvriers qui travaillent correctement. [...] le maintien des mêmes normes après l'introduction de machines améliorant la productivité, ce qui permet de toucher des primes injustifiées. »²⁶

Le glissement du sens attribué à la mécanisation qui ne renvoie plus à l'équipement des chantiers en machines et outils, mais au transfert progressif des lieux de production des chantiers vers des sites fixes s'opéra dans ces années. Autrement dit, il s'agissait de déplacer le chantier autant que possible dans les usines, le but étant à terme de fabriquer des pièces ou des logements entiers en usine, ce qui limiterait l'opération sur le chantier à un assemblage d'éléments par quelques gestes simples de raccordement. Dans le contexte de la RDA des années 1950, cette solution avait de nombreux attraits. L'intensité des investissements que suppose la fabrication en usine de panneaux de béton armé implique non seulement une substitution du travail par le capital, souhaitable dans un contexte de pénurie de main d'œuvre²⁷, mais permet en outre d'éliminer, ou au moins de réduire fortement le caractère saisonnier de l'activité²⁸. Le passage d'un métier exercé à l'extérieur à un métier d'intérieur devait également contribuer à réduire la fluctuation importante et la « saignée » des hommes de métier qui partaient vers d'autres branches industrielles offrant de meilleures conditions de travail. L'usine a non seulement l'avantage de mettre les salariés à l'abri des intempéries, mais assure une plus grande facilité à préparer des repas de meilleure qualité - une des principales revendications des ouvriers du bâtiment et un apport calorique important dans le contexte toujours marqué par les restrictions alimentaires²⁹.

Le déplacement de la création de valeur ajoutée en usine nécessite d'importants investissements dans l'usine de fabrication de panneaux (*Plattenwerk*), dans les moyens de

²⁵ *Baukonferenz der DDR*, Berlin, Verlag die Wirtschaft, 1955, p.66

²⁶ *Ibid.*, p.32.

²⁷ Plus d'un million de citoyens de la RDA partirent vers la RFA entre 1950 et 1954.

²⁸ De novembre à mars, le froid rend pratiquement impossible une grande partie des activités de construction, qui nécessitent chaleur et eau. Au mieux, les industries pouvaient effectuer des travaux de finition à l'intérieur des appartements (pose de carrelage, portes, fenêtres, travaux de plomberie, plâtrage, peinture...) au prix d'une utilisation intensive d'énergie pour chauffer les pièces.

²⁹ Voir : HÜBNER (Peter), « Arbeiter und sozialer Wandel im Niederlausitzer Braunkohlenrevier », p.23-60, dans HÜBNER (Peter), (dir.), *Niederlausitzer Industriearbeiter 1935 bis 1970*, Berlin, Akademie Verlag, 1995.

transport pour acheminer les panneaux au chantier, et dans la construction de grues capables de hisser ces éléments en place. Ces investissements intensifs en capitaux ne pouvaient être rentables qu'à condition de réaliser des économies d'échelle. Ainsi par rapport au sens restreint de l'industrialisation qui dominait encore en 1951-1953, l'industrialisation adopta progressivement une troisième déclinaison : la concentration, étroitement liée à la préfabrication/sédentarisation et à la standardisation. L'idée de concentration se déploya d'abord dans le regroupement des entreprises et par la canalisation des investissements vers les grandes entreprises de construction publiques, processus qui déboucha à terme sur la constitution de deux grandes entreprises de construction dans chacune des *Bezirk* (une pour les constructions pour l'industrie et l'autre pour les logements et les bâtiments publics) et la marginalisation progressive des entreprises privées ou de l'artisanat³⁰.

La concentration de l'industrie offrait en outre la possibilité pour les administrations de restreindre le nombre d'interlocuteurs et la complexité du processus de planification des flux de matériaux, des budgets et de gestion des chantiers. Ainsi, alors qu'au début des années 1950, le travail de plusieurs entreprises publiques et privées devait être coordonné sur un grand chantier, le regroupement des entreprises et la standardisation permirent dans la deuxième moitié de la décennie de confier l'ensemble des travaux à une seule entreprise.

4) Le SED et l'industrie du bâtiment après 1960

Malgré la mise en place du dispositif fordiste dans les années 1955-1965, l'industrie du bâtiment résista plus que d'autres secteurs à la pénétration du SED et des organisations de masse. Si l'absentéisme, les problèmes de qualité, les retards sur le chantier restèrent des problèmes tout au long de l'histoire de la RDA, le dispositif de contrôle permit aux dirigeants du SED d'intervenir et de diffuser rapidement les conflits de travail.

Les conflits sur le lieu de travail étaient immédiatement requalifiés par le SED comme un problème politique très sensible qui devait être directement « pris en main » par le Parti en court-circuitant le syndicat et les organismes de l'Etat. Des conflits en apparence mineurs remontaient ainsi très rapidement jusqu'au Bureau politique. Par exemple, dans un rapport à Honecker le 16 novembre 1973 sur les retards du chantier du Palais de la République à Berlin, le directeur du bureau de la construction du comité central du SED Gerhard Trörlitzsch écrit :

« Les critiques formulées par les ouvriers du bâtiment paraissent entièrement justifiées. Après enquête, les repas servis à l'équipe de nuit par le restaurant

³⁰ La part des salariés dans le secteur public passe ainsi de 34,3% en 1950 à 53,1% en 1957. Rapport daté du 21/1/1959. Commission étatique du Plan, service de la construction. BarchB DE 1 3264

« *Ahornblatt* » étaient en effet froids et de mauvaise qualité. Grâce à l'intervention des camarades de l'administration municipale et à la vigilance de la direction syndicale du chantier, nous sommes maintenant en mesure de garantir que l'équipe de nuit aura des boissons chaudes et surtout des repas consistants, goûteux, chauds et composés de produits frais [*ein frisch zubereitetes, kräftiges und schmackhaftes warmes Essen*]. [...] Ce problème résolu, les ouvriers se sont engagés à faire leur possible pour terminer le chantier dans les délais prévus »³¹.

Dans la construction des revendications, au moins telles qu'elles furent comprises par le SED, les ouvriers de l'équipe de nuit voulaient littéralement « manger aujourd'hui le gain du travail de demain », opérant ainsi une inversion du slogan omniprésent des premières années du régime. L'intervention des plus hautes instances du Parti dans des conflits locaux comme celui-ci a pu être interprétée comme un indice de centralisation sans bornes qui finissait par paralyser les instances décisionnelles sous une profusion de petits détails dont le moteur aurait été une soif de contrôle absolu du Bureau politique couplée à la pratique des instances inférieures de se référer systématiquement aux supérieurs hiérarchiques pour toute décision.

Toutefois, l'importance de l'arbitrage du Premier secrétaire dans la résolution de ces « faits divers » (*Vorgänge*) réside moins dans la « décision » que dans les effets de connaissance que ces micro-conflits pouvaient opérer dans la dialectique de la distance et de la proximité du SED à la classe ouvrière. Par exemple, dans les discours des dirigeants du SED, la construction rhétorique alterne continuellement entre un discours très macroscopique sur les performances économiques exprimées en pourcentages et en tonnes, et des exemples concrets, personnalisés, où tel entreprise, brigade, ou ouvrier s'est distingué (en bien ou en mal). Les « faits divers » signalés servaient ainsi en premier lieu à alimenter les discours destinés à mettre en scène à la fois une maîtrise globale de la situation et une connaissance directe, voire personnalisée, des soucis et des exploits des salariés dans les endroits les plus reculés du pays. Par leur répétition, et par la manière de présenter les revendications, les ouvriers établissent un lien entre la rétribution (au sens large- les conflits portent souvent sur des primes, mais aussi sur les vêtements de travail, la qualité et le prix de la nourriture) et le travail. En effet, en mars 1970, lors d'un conflit de travail au combinat de construction du *Bezirk Cottbus*, les ouvriers se mirent en grève pendant quelques heures et envoyèrent une *Eingabe*³² signée par 300 d'entre eux à W. Ulbricht, pour protester contre la suppression d'une prime. Dans le rapport du bureau de la construction du Comité central, les faits sont relatés de la manière suivante :

« La direction du Parti du *Bezirk* n'avait pas été informée par les organes étatiques de la décision de supprimer les primes, une décision ayant des répercussions

³¹ Bureau de la construction du comité central, SAPMO Vorl. SED 18074/1.

³² Une traduction approximative serait une requête, une plainte ou une pétition ou bien encore une demande de recours gracieux prévu par la législation de la RDA.

importantes sur les revenus. Cette décision a entraîné un désengagement des ouvriers au travail et a eu des répercussions sur le comportement politique d'une grande partie des travailleurs du *Bezirk*. [...] La direction de l'entreprise avait supprimé la prime puisque le plan n'avait pas été atteint. Dans une assemblée des travailleurs, le secrétaire de la direction syndicale de l'entreprise [BGL] aurait dit que les ouvriers n'avaient qu'eux-mêmes à blâmer, car ils n'avaient pas lutté suffisamment pour réaliser le plan. Ces mots ont mis le feu au poudre. [...] Suite à l'*Eingabe* envoyée au conseil d'Etat, il fut décidé de financer les primes avec les subventions du budget de l'Etat pour regagner la confiance des travailleurs, nécessaire pour accomplir les importantes tâches de l'année. Or, les primes n'ont pas été versées à toutes les unités et à l'intérieur de chaque unité de production, certains n'ont pas reçu leur prime, ce qui a entraîné la pose d'affiches anonymes et la circulation de bruits et rumeurs divers qui témoignent de la dégradation considérable de la situation. »³³

Les permanents de l'appareil du SED semblent avoir été convaincus qu'il suffisait de placer au moins un membre du SED « combatif » dans chaque brigade de travail pour exercer une influence décisive sur la discipline et l'engagement de l'ensemble de l'équipe. Cependant, ce « noyautage » des équipes de travail s'avéra difficile à systématiser étant donné la forte mobilité des salariés et des brigades entre les chantiers et la fluctuation des ouvriers du bâtiment qui resta toujours à un taux de 15% à 20%. Malgré les efforts du SED, le taux de pénétration du SED dans l'industrie, et notamment l'industrie du bâtiment, était beaucoup plus faible que dans les secteurs administratifs : dans le *Bezirk* de Leipzig le pourcentage de membres du SED variait en 1977 de 8% à 18% selon l'entreprise (pour une moyenne dans la population adulte d'environ 20%), le combinat de construction de logements ayant la représentation la plus faible, s'élevant à seulement 8%. Par ailleurs, dans les entreprises du *Bezirk*, 818 brigades étaient sans aucun membre du SED, ce qui était, selon le rapport et les annotations du secrétaire de la politique économique, le fait le plus alarmant³⁴. D'autre part, c'est la « combativité des camarades » qu'il fallait sans cesse remotiver afin de contrebalancer une pression des collègues qui pouvait prendre la forme d'un ostracisme des membres du SED qui se montraient trop zélés dans leur respect des résolutions du Parti³⁵. Les rapports sur « l'atmosphère idéologique » dans telle ou telle entreprise parlent ainsi des membres du Parti qui « cèdent à l'atmosphère défaitiste », et qui « n'osent pas combattre les personnes qui dénigrent la politique du gouvernement ». Les membres du Parti « combattifs » sont par contre

³³ Rapport probablement de fin mars 1970. Bureau de la construction du comité central. SAPMO SED DY 30/IV A 2/2.021/616.

³⁴ Rapport des organisations du Parti dans le secteur de la construction de 1977. 18/1/1978. SED du *Bezirk* Leipzig. STAL SED IVD/2/6/04/410.

³⁵ Rapport du 15/7/1980 de la Commission du contrôle du Parti sur l'usine de Nauendorf. SED ville de Leipzig. STAL SED IV D-5/01/181.

« ignorés de leurs collègues » et une brigade, auparavant sans un membre du SED en son sein, « s'est montrée hostile à l'arrivée d'un membre de notre Parti »³⁶.

Après la détection des défaillances dans le domaine de la construction, c'est-à-dire essentiellement les retards par rapport au plan de production et de productivité, les interventions du SED se dirigèrent ainsi avant tout en direction des entreprises. Malgré l'inclusion d'un fort nombre d'ingénieurs dans les bureaux de l'industrie et de la construction mis en place en 1963, ces structures concentrèrent l'essentiel de leurs efforts au renforcement de l'organisation du Parti dans les entreprises et ne semblèrent jouer pratiquement aucun rôle dans l'organisation du travail, les décisions de la direction ou les problèmes de livraison et de logistique³⁷. Les membres du bureau s'appuyaient sur les organisations du Parti dans les entreprises peu performantes en organisant des séminaires et réunions avec les membres du SED de l'entreprise, en remobilisant des cellules peu actives, et en cherchant à augmenter le pourcentage de membres du Parti dans les entreprises et à veiller à leur répartition en leur sein.

Les problèmes de l'entreprise sont pratiquement toujours interprétés comme des problèmes idéologiques consécutifs au faible pourcentage des membres du SED parmi les ouvriers de la construction et/ou les insuffisances de l'organisation du Parti sur le terrain. Les rapports que les fonctionnaires rédigent après avoir visité des chantiers qui posent problème indiquent le décalage entre ce que leur disent les salariés des dysfonctionnements et ce qui intéresse les membres de l'appareil. Par exemple, en février 1968, le secrétaire du bureau de la politique économique du SED se rend sur le chantier de l'Université de Leipzig. Les problèmes de livraison de matériaux, d'organisation du travail et d'insuffisance des engins sur le chantier sont résumés en une phrase : « Les ouvriers, brigadiers et chefs de chantier ont critiqué l'organisation technique et matérielle du chantier »³⁸. Par contre, le rapport développe longuement le manque de contact entre la direction de l'entreprise et les ouvriers, « le nombre important d'ouvriers du bâtiment qui ne comprennent pas la politique du SED ou qui ne sont pas d'accord avec les directives du Parti », l'organisation du Parti qui est inexistante et « ne combat pas avec assez d'énergie la situation idéologique déplorable sur le chantier », et le syndicat « invisible dans l'entreprise »³⁹. Un autre rapport d'octobre 1973, rédigé suite à la

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Comptes-rendus des réunions du bureau de l'industrie et de la construction 1963-1964. SED *Bezirk* Leipzig. STAL SED IV A-5/01/195.

³⁸ Rapport du 8/2/1968 SED bureau de la politique économique. SED-ville de Leipzig. STAL SED IV/B-2/6/403.

³⁹ *Ibid.*

visite d'un chantier note en conclusion : « les cellules du Parti dans l'entreprise doivent redoubler leur travail idéologique pour s'assurer que les ouvriers travaillent réellement pendant le temps de travail, qu'ils renforcent leur discipline au travail et qu'ils améliorent l'ordre et la propreté sur le chantier »⁴⁰. Enfin, suite à des problèmes de qualité et de délais de livraison des éléments préfabriqués pour le site Leipzig-Grünau, trois inspecteurs de la Commission de contrôle du SED enquêtèrent pendant trois semaines dans l'usine de préfabrication de 750 salariés⁴¹. ... il montre qu'il combat les « provocations » entendues au cours de discussions avec les ouvriers, notées *in extenso*, mais sans jamais nommer l'auteur : « Le socialisme est un échec, l'état de ce chantier en est la preuve »⁴²; et dans un autre rapport : « Dans une brigade de grutiers, j'ai entendu un collègue dire : ' Si Honecker veut donner des millions en Afrique, c'est son problème, mais pas avec notre argent' »⁴³. Deuxièmement, il montre qu'il reste proche des salariés et de la classe ouvrière et agit avec énergie pour « l'éclairer » tout en montrant qu'il renforce sans cesse les liens avec les cellules de base. Enfin, il mène un combat énergique pour la réalisation du plan puisque l'intensification de la « lutte idéologique » ne peut qu'avoir des résultats positifs sur l'issue de la « lutte économique ».

⁴⁰ Rapport du 12/10/1973 sur le Combinat de construction de Leipzig. SED ville de Leipzig. STAL SED IVC-5/01/191.

⁴¹ Rapport du 15/7/1980 de la Commission du contrôle du Parti sur l'usine de Nauendorf. SED ville de Leipzig. STAL SED IV D-5/01/181.

⁴² Rapport sur les problèmes du chantier de la Karl-Marx-Städter Strasse du 18/6/1968. SED bureau de la politique économique, STAL SED IV/B-2/6/403.

⁴³ Rapport au Premier secrétaire du SED du *Bezirk* du 14/5/1979. SED ville de Leipzig. STAL SED IV D/2/6/04/410